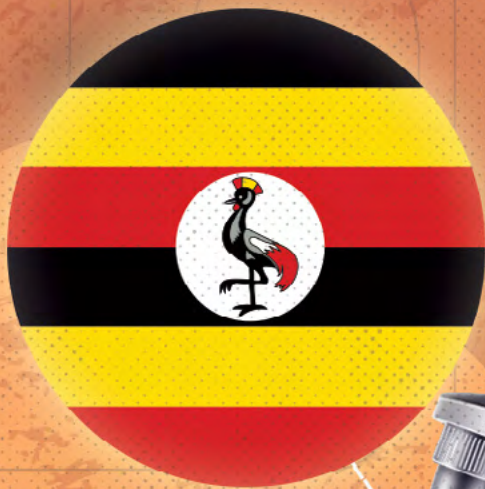


LONDA

DROITS NUMÉRIQUES ET INCLUSION EN AFRIQUE RAPPORT

UGANDA



LONDA

Rapport 2022 sur les droits numériques et l'inclusion en Afrique

Publié par Paradigm Initiative
374 Borno Way, Yaba, Lagos, Nigeria
Email: media@paradigmhq.org
www.paradigmhq.org

Publié en avril 2023

Rapport produit par Paradigm Initiative
Conception et mise en page par Kenneth Oyeniyi

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales sous n'importe quelle forme à condition que les éditeurs en soient dûment crédités et que le travail soit présenté sans aucune distorsion.

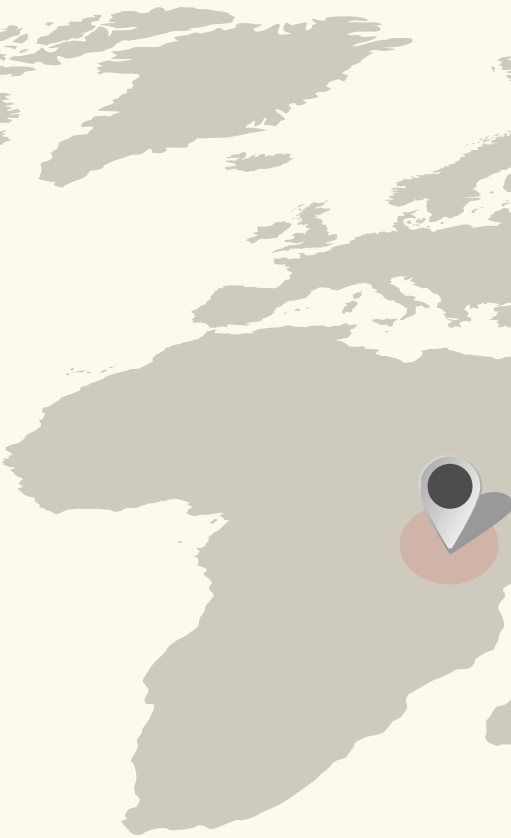
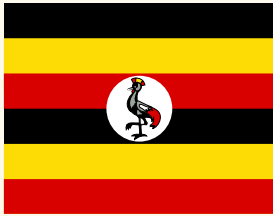
Copyright © 2023 Paradigm Initiative



Creative Commons Attribution 4.0 International (CC BY 4.0)

ISBN: ISBN: 978-978-797-8980-8

Ouganda



► Résumé exécutif

L'Ouganda est l'un des pays africains où le coût des données mobiles est le plus élevé, avec 1 gigaoctet (Go) de données qui coûte jusqu'à 16,2 % du revenu mensuel d'un Ougandais moyen, contre une moyenne subsaharienne de 9,3 %¹. Malgré l'augmentation récente du nombre d'utilisateurs d'internet en Ouganda, plusieurs facteurs limitent encore l'accès à l'internet, comme la taxe de 12 % directement imposée sur les données internet, qui rend le forfait de données assez cher et continue de limiter l'accès à l'internet en Ouganda. Facebook reste toujours bloqué en Ouganda et, bien qu'il n'y ait pas eu de rapport sur la perturbation d'autres formes de connectivité en 2022, les menaces croissantes, le harcèlement et les outils de surveillance commerciale ciblés contre les journalistes et les activistes par le gouvernement continuent.

En septembre 2022, l'Ouganda a modifié la loi de 2011 sur l'utilisation abusive des ordinateurs afin d'interdire le partage d'informations favorisant les discours de haine, d'empêcher le partage de fausses informations et de renforcer les protections contre la cybercriminalité. La Commission des communications de l'Ouganda (UCC) a également introduit un nouveau cadre d'octroi de licences pour les télécommunications qui, selon les observateurs du secteur, pourrait conduire à une surréglementation. Un nouveau cadre d'octroi de licences dont l'effet n'est pas clair dans le secteur peut entraîner une restriction des activités des fournisseurs de services et une surveillance des activités par les acteurs étatiques.

Les données personnelles et celles des employés ont été collectées, stockées et gérées, mais des données ont été transférées dans le champ d'application territorial, ce qui a entraîné une réaction aux violations et des sanctions. Bien qu'il y ait peu de preuves que les décideurs politiques révisent les politiques de gouvernance des données en réponse aux préoccupations et aux réactions du public. Ce rapport recommande au gouvernement d'établir le Fonds pour le service universel en tant qu'entité distincte et indépendante, libre de toute interférence politique, afin d'atteindre son objectif de promotion de l'accessibilité et de l'inclusion en Ouganda.

Tout en recommandant que la société civile renforce la capacité des communautés de base à lutter contre l'exclusion numérique et à plaider pour un internet libre et ouvert, le rapport appelle le secteur privé à exploiter la technologie pour l'innovation, la production économique et la prestation de services.

¹ CIPESA « Digital Taxation in Uganda : A Hindrance to Inclusive Access and Use of Digital Technologies' (mars 2022) <https://cipesa.org/wp-content/files/briefs/Digital-Taxation-in-Uganda-A-Hindrance-to-Access-and-Use-of-ICTS.pdf> (consulté le 30 décembre 2022).



Introduction

L'Ouganda est un pays enclavé d'Afrique de l'Est bordé par le Kenya, le Sud-Soudan, la République démocratique du Congo, le Rwanda et la Tanzanie.² L'Ouganda a une population d'environ 49 millions d'habitants selon l'élaboration par le Worldometer des dernières données des Nations unies³. Yoweri Kaguta Museveni en est le président actuel. Sur la population estimée de l'Ouganda, environ 19% de la population n'a pas accès aux services de téléphonie de base, et 73% de la population n'a pas accès au haut débit.⁴ En outre, environ 57 districts sur 113 et plus de 1 000 sous-comtés sur 1 386 ne disposent d'aucune connectivité par fibre optique.⁵ La population réelle qui utilise l'internet est encore beaucoup plus faible, même si de nombreux utilisateurs ont plusieurs abonnements. Par exemple, les abonnements à Internet s'élevaient à 22 millions, soit une pénétration de 52%.⁶ En 2021, le Network Readiness Index, qui évalue l'application et l'impact de la technologie dans les économies du monde entier, a classé l'Ouganda au 116^e rang sur 130 pays.⁷

L'Ouganda a obtenu la note la plus basse de l'indice de connectivité mobile de la GSMA, qui mesure les principaux facteurs d'adoption de l'internet mobile tels que l'infrastructure, l'accessibilité financière, le contenu et les services. Toutefois, il est important de noter que l'état de la liberté d'Internet en Ouganda s'est légèrement amélioré car aucune perturbation de la connectivité n'a été signalée, bien que Facebook soit toujours soumis à des restrictions en Ouganda.

En outre, l'autocensure se poursuit parmi les journalistes et les militants des droits numériques, et leur famille ou leurs proches continuent de subir des violences physiques et des menaces, couplées à une surveillance constante des leaders de l'opposition et des journalistes qui critiquent les méfaits de l'État.⁸ En bref, le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) continue de se développer, avec des investissements signalés et des améliorations des performances des systèmes électroniques contrôlés par le gouvernement.⁹

Le rapport sur les droits et l'inclusion numériques en Ouganda pour 2022 a pour objectif de réaliser une analyse approfondie de l'état des droits et de l'inclusion numériques et de proposer des recommandations clés pour faire progresser les droits et l'inclusion numériques en Ouganda.

² The Common Wealth <https://thecommonwealth.org/our-member-countries/uganda> (consulté le 18 janvier 2023).

³ Population de l'Ouganda <https://www.worldometers.info/world-population/uganda-population/#:~:text=La%20population%20actuelle%20de%20l'Ouganda,year%20according%20to%20UN%20data>. (consulté le mardi 17 janvier 2023)

⁴ Commission des communications de l'Ouganda « RCDF Policy 2017/18-2021/22 (RCDF III) Stakeholder Validation Workshop March 2017 » < http://ucc.co.ug/files/downloads/RCDF_Policy_2017_18_to_202_22_Stakeholders_Validation_Report_March_10_2017.pdf (consulté le 28 décembre 2022).

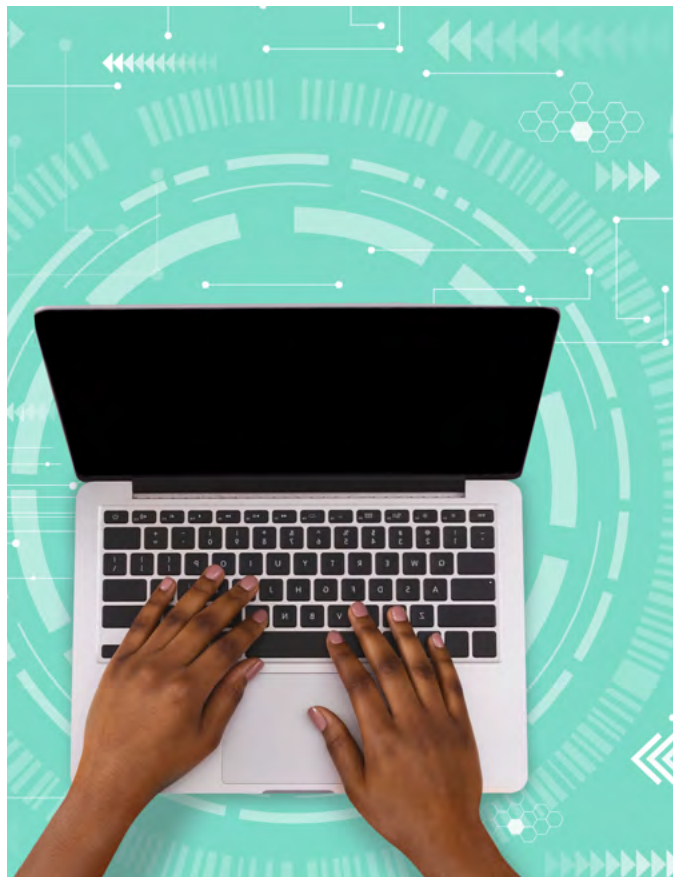
⁵ Commission des communications de l'Ouganda « RCDF Policy 2017/18-2021/22 (RCDF III) Stakeholder Validation Workshop March 2017 » < http://ucc.co.ug/files/downloads/RCDF_Policy_2017_18_to_202_22_Stakeholders_Validation_Report_March_10_2017.pdf (consulté le 28 décembre 2022).

⁶ CIPESA « Digital Taxation in Uganda : A Hindrance to Inclusive Access and Use of Digital Technologies' (mars 2022) <https://cipesa.org/wp-content/files/briefs/Digital-Taxation-in-Uganda-A-Hindrance-to-Access-and-Use-of-ICTS.pdf> (consulté le 28 décembre 2022).

⁷ CIPESA « Digital Taxation in Uganda : A Hindrance to Inclusive Access and Use of Digital Technologies' (mars 2022) <https://cipesa.org/wp-content/files/briefs/Digital-Taxation-in-Uganda-A-Hindrance-to-Access-and-Use-of-ICTS.pdf> (consulté le 28 décembre 2022).

Analyse par Pays

ANALYSE PAR PAYS



LIBERTÉ DE L'INTERNET

ACCÈS À L'INTERNET ET PERTURBATIONS

L'Ouganda a connu une augmentation significative de la pénétration, de l'accès à Internet et de l'utilisation, avec une augmentation de 1,8 million d'utilisateurs d'Internet entre 2021 et 2022 et un taux de pénétration d'Internet de 54 % en décembre 2021.¹⁰ Selon le rapport Digital 2022, en janvier 2022, le taux de pénétration de l'internet

en Ouganda était de 29,1 %, même si la population ougandaise a augmenté de 1,3 million (+2,9 %) entre 2021 et 2022.¹¹

50,7 % de la population ougandaise est féminine, tandis que 49,3 % de la population est masculine.¹² En 2022, 62% des hommes utilisaient l'internet, contre 57% des femmes. Par conséquent, l'écart mondial entre les sexes en matière d'utilisation de l'internet reste de 8 % en raison du coût élevé de l'internet, de l'accès limité à l'électricité dans les zones rurales, de l'alphabétisation numérique limitée, des perturbations du réseau, des disparités entre les sexes et des difficultés d'accès aux appareils compatibles avec l'internet tels que les ordinateurs et les smartphones.¹³

Les coûts de l'Internet restent encore inabordables pour la majorité des Ougandais. Par exemple, le nombre de connexions mobiles en Ouganda a diminué de 698 000 (-2,5 %) entre 2021 et 2022.¹⁴ L'analyse de Kepios indique que les utilisateurs d'Internet en Ouganda ont augmenté de 1,8 million (+15,1 %) entre 2021 et 2022. Cependant, «ces chiffres d'utilisateurs révèlent que 33,85 millions de personnes en Ouganda n'utilisaient pas internet au début de 2022, ce qui signifie que 70,9 pour cent de la population restait hors ligne au début de l'année».¹⁵ De plus, la taxation de 12 pour cent directement imposée sur les données internet rend l'achat d'internet assez coûteux et continue de limiter l'accès à internet en Ouganda. Il existe une relation directe entre les taxes élevées et la faible utilisation de l'internet.

Une enquête menée par l'Autorité nationale des technologies de l'information (NITA-U) a révélé que 76,6 % des personnes interrogées ont cité le coût élevé des données comme la principale raison pour laquelle leur utilisation de l'internet était limitée. En Ouganda, 1 Go de données coûte encore jusqu'à 16,2 % du revenu mensuel d'un Ougandais moyen, alors que la moyenne subsaharienne est de 9,3 %.¹⁶ Facebook, qui compte plus de 3 328 000

⁸ Simon Kemp «Digital 2022 : Uganda» 15 février 2022 <https://datareportal.com/reports/digital-2022-uganda> (consulté le 12 décembre 2022).

⁹ Secteur des technologies de l'information et de la communication « Rapport semestriel de suivi budgétaire Année financière 2020/21 » (avril 2021) <https://www.finance.go.ug/sites/default/files/Publications/ICT%20Sector%20Semi-Annual%20Monitoring%20Report%20FY2020-21.pdf> (consulté le 29 décembre 2022).

¹⁰ Freedom House «Freedom On The Net 2022 Uganda» <https://freedomhouse.org/country/uganda/freedom-net/2022> (consulté le 10 décembre 2022).

¹¹ Simon Kemp «Digital 2022 : Uganda» 15 février 2022 <https://datareportal.com/reports/digital-2022-uganda> (consulté le 12 décembre 2022).

¹² Simon Kemp 'Digital 2022: Uganda' 15 February 2022 <https://datareportal.com/reports/digital-2022-uganda> (accessed on 12 December 2022).

¹³ Union internationale des télécommunications (UIT) «Bridging the gender divide» <https://www.itu.int/en/mediacentre/backgrounders/Pages/bridging-the-gender-divide.aspx> (consulté le 29 décembre 2022).

millions d'abonnés locaux,¹⁷ reste toujours bloqué en Ouganda depuis plus d'un an pour les élections nationales de 2021.¹⁸ Toutefois, les internautes continuent d'accéder à Facebook en utilisant «certains» réseaux Wi-Fi ou via des réseaux privés virtuels (VPN).¹⁹

Le blocage de Facebook en Ouganda a affecté les milieux des affaires et du divertissement, qui ont demandé à plusieurs reprises au gouvernement de lever l'interdiction en raison de son effet négatif sur les entreprises.²⁰ Il n'y a pas eu de rapport sur la perturbation de la connectivité Internet en 2022, cependant, la connexion dorsale de l'Ouganda à l'Internet mondial est privée dans un marché concurrentiel. Selon le Freedom on the Net Report 2022, 29 FAI étaient connectés au point d'échange Internet de l'Ouganda (UIXP) en mars 2022.²¹

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET LIBERTÉS DES MÉDIAS

En septembre 2022, l'Ouganda a modifié la loi de 2011 sur l'utilisation abusive des ordinateurs afin d'interdire le partage d'informations favorisant les discours de haine, d'empêcher le partage de fausses informations et de renforcer les protections contre la cybercriminalité. Selon ses détracteurs, cette loi constitue une restriction pour les personnes qui n'hésitent pas à critiquer en ligne le régime autoritaire de Museveni, y compris les politiciens de l'opposition.²² En 2020, lors de la manifestation qui a suivi l'arrestation de Robert Kyagulanyi Ssentamu (Bobi Wine) et qui a entraîné la mort de 50 civils, Teddy Nalubowa, une TikToker ougandaise, a été placée en détention provisoire pour avoir enregistré et partagé une vidéo célébrant la mort d'un ancien ministre de la sécurité qui dirigeait les troupes ayant tué 50 civils lors de la manifestation. Elle a été inculpée de communication offensante et d'infraction à la loi sur l'utilisation abusive des ordinateurs de 2011, alors que le harcèlement et l'intimidation des dissidents suscitaient un tollé général.²³ Plusieurs affaires judiciaires sur la liberté d'expression en ligne ont été négligées, ce qui laisse

les personnes concernées frustrées.²⁴

La loi modifiée sur l'utilisation abusive des ordinateurs sera probablement utilisée pour faire taire les voix dissidentes en ligne en limitant leur rédaction ou leur partage de contenu sur les plateformes en ligne.²⁵ En mars 2022, le directeur exécutif, Norman Tumuhimbise, et la présentatrice, Farida Bikobere, d'Alternative Digitalk TV - une chaîne de télévision en ligne - ont été accusés de communication offensive et de cyberharcèlement visant le président, pour avoir publié des livres écrits par Tumuhimbise qui examinent les politiques de Museveni depuis son accession à la présidence en 1986. Ils ont été libérés sous caution neuf jours plus tard, ainsi que sept autres journalistes de la même chaîne.²⁶

Les journalistes et les défenseurs des droits numériques qui critiquent l'État en dénonçant des actes répréhensibles continuent de faire face à l'autocensure ainsi qu'à l'arrestation et au harcèlement de leurs proches et des membres de leur famille en raison de leur activisme continu en ligne.²⁷

Par exemple, à la fin du mois de septembre 2022, le domicile du journaliste Remmy Bahati, basé à Fort Portal City, a été perquisitionné, dans un contexte de craintes liées à la répression croissante de la dissidence en Ouganda. Robert Kyagulanyi, plus connu sous le nom de Bobi Wine, a indiqué que Bahati aurait pu être visé pour avoir dénoncé les excès du gouvernement, notamment les violations des droits de l'homme.²⁸ En outre, l'auteur ougandais Kakwenza Rukirabashaija s'est échappé du pays après avoir été libéré de prison fin janvier 2022 après son arrestation en décembre 2021 liée à des tweets sur le président Yoweri Museveni et son fils, Muhoozi Kainerugaba, qui ont été traités comme des communications offensantes.²⁹ Il a été torturé pendant sa détention, et son passeport lui a été retiré sous une surveillance constante.³⁰

La Commission des communications de l'Ouganda a introduit un nouveau cadre d'octroi de licences

¹⁴ <https://datareportal.com/reports/digital-2022-uganda> (consulté le 12 décembre 2022).

¹⁵ <https://datareportal.com/reports/digital-2022-uganda> (consulté le 18 janvier 2023)

¹⁶ CIPESA « Digital Taxation in Uganda : A Hindrance to Inclusive Access and Use of Digital Technologies' (mars 2022) <https://cipesa.org/wp-content/files/briefs/Digital-Taxation-in-Uganda-A-Hindrance-to-Access-and-Use-of-ICTS.pdf> (consulté le 28 décembre 2022).

¹⁷ CIPESA « Digital Taxation in Uganda : A Hindrance to Inclusive Access and Use of Digital Technologies' (mars 2022) <https://cipesa.org/wp-content/files/briefs/Digital-Taxation-in-Uganda-A-Hindrance-to-Access-and-Use-of-ICTS.pdf> (consulté le 28 décembre 2022).

¹⁸ Sandra Aceng «The Impact of Internet Shutdowns on Women in Uganda» (2021) <https://preparepreventresist.org/wp-content/uploads/2022/07/Impact-of-Shutdowns-on-Women-in-Uganda.pdf> (consulté le 30 décembre 2022).

¹⁹ <https://freedomhouse.org/country/uganda/freedom-net/2022> (consulté le 10 décembre 2022).

²⁰ CIPESA « Digital Taxation in Uganda : A Hindrance to Inclusive Access and Use of Digital Technologies' (mars 2022) <https://cipesa.org/wp-content/files/briefs/Digital-Taxation-in-Uganda-A-Hindrance-to-Access-and-Use-of-ICTS.pdf> (consulté le 28 décembre 2022).

²¹ Freedom House «Freedom On The Net 2022 Uganda» https://freedomhouse.org/country/uganda/freedom-net/2022#footnote8_9skyp7o (consulté le 10 décembre 2022).

pour les télécommunications qui, selon certains, pourrait entraîner une surréglementation du secteur. Par exemple, en juillet 2021, pour la première fois, le cadre d'octroi de licences radio de l'UCC comprenait une licence pour les diffuseurs de radio en ligne.³¹ Les fournisseurs de services sont régis par plusieurs cadres juridiques et réglementaires qui les obligent à filtrer, supprimer et bloquer tout contenu considéré comme illégal par les autorités, comme la loi sur les communications de l'Ouganda de 2013 et la loi sur la réglementation de l'interception des communications (RIC) de 2010.

Plusieurs autres lois portent atteinte à la liberté d'expression et à la liberté des médias, bien que la Constitution ougandaise les prévoie. Par exemple, la loi de 2000 sur la presse et les journalistes exige que les journalistes s'inscrivent auprès du Conseil des médias, dont l'indépendance serait compromise par l'influence du gouvernement sur sa composition.

VIE PRIVÉE ET SURVEILLANCE

Des outils de surveillance commerciale ciblés ont été utilisés contre des journalistes et des militants par le gouvernement.³² Par exemple, deux éminents journalistes ougandais et un leader de l'opposition ont été informés par Apple que leurs iPhones pouvaient avoir été ciblés par Pegasus en décembre 2021. Pegasus est un logiciel espion développé par la société israélienne NSO Group.³³

Il s'agit d'une violation de l'article 27 de la Constitution, qui interdit toute ingérence dans la vie privée d'une personne (domicile, correspondance, communication ou autres biens). Cette disposition est également inscrite dans la loi de 2019 sur la protection des données et la vie privée et les règlements qui l'accompagnent, qui sont entrés en vigueur en avril 2021. Pegasus est couramment utilisé par environ 45 gouvernements pour espionner les journalistes, les défenseurs des droits de l'homme et les politiciens de l'opposition, ce qui rend la conformité à cette loi très difficile.

La police ougandaise a acheté UFED, une technologie développée par la société israélienne Cellebrite, qui permet aux autorités de pirater les smartphones protégés par un mot de passe, selon un rapport publié en août 2022 par le journal israélien Haaretz.³⁴

La loi RIC a donné au gouvernement un pouvoir de surveillance absolu, exigeant des entreprises de télécommunications qu'elles installent des équipements permettant la surveillance électronique en temps réel des terroristes présumés. Cette loi donne également au ministre de la sécurité la possibilité de demander l'accès à des communications personnelles pour des raisons de sécurité nationale, sur ordre d'un juge de la Haute Cour.³⁵



²⁸ Opi Mike « Who is next ? Home of journalist Remmy Bahati raided amid fears over growing crackdown on dissent in Uganda » (2 octobre 2022) <https://www.thekampalareport.com/latest/2022100219890/who-is-next-home-of-journalist-remmy-bahati-raided-amid-fears-over-growing-crackdown-on-dissent-in-uganda.html> (consulté le 28 décembre 2022).

²⁹ Aljazeera « L'auteur ougandais Kakwenza Rukirabashaija fuit le pays : Lawyer » (9 février 2022) <https://www.aljazeera.com/news/2022/2/9/ugandan-author-flees-after-alleged-torture-says-lawyer> (consulté le 29 décembre 2022).

³⁰ Aljazeera : « Un romancier satirique ougandais détenu a été torturé en détention : Lawyer » (5 janvier 2022) <https://www.aljazeera.com/news/2022/1/5/detained-ugandan-satirical-novelist-tortured-in-custody-lawyer> (consulté le 29 décembre 2022).

³¹ <https://freedomhouse.org/country/uganda/freedom-net/2022> (consulté le 10 décembre 2022).

³² <https://freedomhouse.org/country/uganda/freedom-net/2022> (consulté le 10 décembre 2022).

³³ <https://freedomhouse.org/country/uganda/freedom-net/2022> (consulté le 10 décembre 2022).

³⁴ <https://freedomhouse.org/country/uganda/freedom-net/2022> (consulté le 10 décembre 2022).

GOVERNANCE DES DONNÉES EN OUGANDA

POLITIQUES ET LOIS DE L'OUGANDA SUR LA GOUVERNANCE DES DONNÉES

Une analyse de la gouvernance des données en Ouganda, y compris les lois et politiques actuelles en place, telles que les lois et règlements sur la protection de la vie privée qui sont également appliqués dans le monde entier, la politique d'ouverture des données 2017 ; et d'autres politiques et lois connexes telles que la Constitution de l'Ouganda, la loi sur l'utilisation abusive des ordinateurs (amendement) 2022, le lancement du réseau de fibre optique de l'infrastructure dorsale nationale de transmission des données (NBI); Plan de développement national III (NDP III); la politique nationale en matière de TIC (2014), y compris d'autres lignes directrices connexes et la cartographie de la gouvernance des données en Ouganda montre comment les données, y compris les données personnelles et celles des employés, ont été transférées dans la portée territoriale, et le marketing direct, la réponse aux violations et les sanctions. Bien que l'Ouganda sollicite généralement les commentaires du public sur les propositions de lois et de réglementations relatives aux données, peu d'éléments indiquent que les décideurs politiques révisent leurs politiques de gouvernance des données en réponse aux préoccupations du public,

malgré le fait que la gouvernance des données, tout comme l'économie fondée sur les données, évolue constamment, reflétant les changements de la technologie, de la société, ainsi que la volonté et l'expertise des décideurs politiques.³⁶ Cela peut affecter la manière dont les entités privées et souvent publiques sont tenues de traiter les informations personnelles lorsque ces entités collectent, stockent, utilisent et monétisent des données personnelles.³⁷

Toutefois, les principaux développements politiques comprennent la politique d'ouverture des données 2017 qui vise à rendre toutes les données du secteur public ouvertes par défaut, à l'exception des informations personnellement identifiables et des données présentant des restrictions en

matière de sécurité, de commerce, de droits de propriété intellectuelle ou d'environnement. Cela devrait contribuer à améliorer la transparence et la responsabilité du gouvernement.³⁸ La loi de 2019 sur la protection des données et de la vie privée réglemente également la collecte, l'utilisation ou la divulgation, et le traitement des données personnelles, prévoit les droits des personnes dont les données sont collectées, et les obligations des collecteurs de données, des processeurs de données et des contrôleurs de données. L'Office de protection des données personnelles (PDPO) a été créé en 2021 afin de superviser de manière indépendante la mise en œuvre et l'application de la loi sur la protection des données et la vie privée de 2019.

IDENTITÉS NUMÉRIQUES

L'Ouganda est en train de mettre en œuvre une mise à niveau du système d'identification national afin d'inclure les données relatives à l'ADN, aux empreintes palmaires et aux scanners oculaires aux détails de l'individu dans le registre national à partir de 2024 afin d'éliminer la criminalité dans le pays.³⁹ La carte d'identité nationale a été délivrée à 26 millions de personnes dans le but principal d'accéder à une grande variété de services, même si les personnes qui n'ont pas la carte seront exclues de certains services. Le programme d'identification numérique peut renforcer l'exclusion numérique et la discrimination des groupes vulnérables dans l'accès aux services publics.⁴⁰

Les bases de données biométriques centralisées peuvent potentiellement être confrontées à des risques accrus en matière de cybersécurité et peuvent être vulnérables aux attaques et aux pertes, alors que les données biométriques ne peuvent pas être facilement remplacées comme les mots de passe et les jetons.⁴¹ Il n'y a pas de restrictions connues sur les communications cryptées.⁴²

Le système peut également être utilisé pour la surveillance, en particulier les systèmes biométriques dotés d'une capacité de reconnaissance faciale. Cela élimine l'exigence du consentement, car il peut être utilisé à l'insu ou sans la participation de la personne concernée.⁴³ Cela limite également l'anonymat des utilisateurs de médias sociaux et des blogueurs.⁴⁴ Les personnes

³⁵ <https://freedomhouse.org/country/uganda/freedom-net/2022> (consulté le 10 décembre 2022).

³⁶ Thomas Struett, Adam Zable et Susan Ariel Aaronson, Ph.D. «Global Data Governance Mapping Project Year Two Report» <https://globaldatagovernancemapping.org/images/DataGov-Year-2/year-two-mapping-report-1.pdf> (consulté le 26 décembre 2022).

³⁷ <https://globaldatagovernancemapping.org/images/DataGov-Year-2/year-two-mapping-report-1.pdf> (consulté le 26 décembre 2022).

³⁸ Open Data Policy (mai 2017) <https://www.ict.go.ug/wp-content/uploads/2018/06/Open-Data-Policy-First-Draft-vX.pdf> (consulté le 30 novembre 2022).

³⁹ État de la liberté de l'Internet en Afrique 2022 https://cipesa.org/wp-content/files/reports/State_of_Internet_Freedom_in_Africa_2022.pdf (consulté le 29 décembre 2022).

⁴⁰ https://cipesa.org/wp-content/files/reports/State_of_Internet_Freedom_in_Africa_2022.pdf (consulté le 29 décembre 2022).

concernées n'utilisent pas les lois existantes telles que la loi de 2015 sur l'enregistrement des personnes et la loi de 2019 sur la protection des données et la vie privée pour remettre en question l'état de la collecte et de l'utilisation abusive des données en Ouganda.

LE FONDS POUR LE SERVICE UNIVERSEL

En Ouganda, le fonds de service universel est le Rural Communications Development Fund (RCDF) dont les principaux domaines d'intervention sont l'accès, la connectivité, l'accessibilité financière et l'équité. Le RCDF a été créé en 2003 et il est géré par l'UCC.⁴⁵ L'Ouganda met actuellement en œuvre la politique RCDF 2017/18 - 2021/22 (RCDF III).⁴⁶ Parmi les politiques nationales et les documents juridiques qui ont été la source à la fois des orientations générales et des objectifs spécifiques à poursuivre par le RCDF III, on peut citer la Vision 2040 de l'Ouganda, la Politique nationale des TIC (2014), la Stratégie et le Plan d'investissement du secteur des TIC (2015 - 2020) et la Loi sur les communications de l'Ouganda (2013).⁴⁷

Il n'y a pas de preuve d'un impact systématique des activités des fonds d'accès et de service universels, en particulier aux niveaux administratifs inférieurs tels que les villages et les paroisses⁴⁸ car la pénétration rurale reste très faible et la plupart des habitants des zones rurales n'ont toujours pas accès aux communications de base.⁴⁹

Les exemples de bonnes pratiques en matière de gestion du Fonds pour le service universel sont extrêmement limités et même ceux qui peuvent être cités comme des exemples de bonnes pratiques ont leurs propres inconvénients et lacunes. Entre 2009 et 2015, le RCDF a réussi à publier des rapports annuels contenant un résumé minimal intégré de la manière dont les finances ont été gérées. Cependant, certains rapports annuels ne contenaient pas de rapports financiers et les

rapports annuels et financiers de 2015 à 2022 n'étaient pas accessibles en ligne. Cependant, les directives opérationnelles 2017/18-2021/22 du RCDF ont été élaborées pour guider sa mise en œuvre entre 2017/18 et 2021/22.⁵⁰

L'inclusion numérique a été négligée parce que les fonds soutiennent en théorie la création de télécentres, mais la politique ou les objectifs définis pour les télécentres n'ont pas pris en compte l'accessibilité et l'assistance dont les personnes handicapées ont besoin, y compris l'objectif et les services de soutien direct pour les filles et les femmes.⁵¹ Par exemple, l'Ouganda compte 4 511 écoles secondaires. Cependant, 903 d'entre elles sont soutenues par le gouvernement, tandis que 3 608 sont privées ou communautaires.

En supposant que 50 % d'entre elles possèdent déjà des laboratoires de TIC, soit grâce à des interventions antérieures du RCDF, soit grâce à des investissements privés, il resterait à l'UCC 2 256 écoles à équiper, pour un montant estimé à 20 000 USD par école.⁵² Le règlement de 2019 sur les communications ougandaises (Fonds d'accès et de services universels) stipule, dans la section 13 (2), que «la Commission doit surveiller les projets financés en interne et en externe pour s'assurer que les fonds sont utilisés conformément aux conditions de décaissement et au règlement de 2019 sur les communications ougandaises (service universel)».⁵³

Cependant, il n'y a aucune transparence sur le montant comptabilisé, sa disponibilité et s'il sert un objectif légitime. Même si le fonds a été créé pour répondre aux besoins de connectivité de certaines des communautés non connectées, il reste beaucoup à faire pour étendre son action et produire un impact.

ÉVOLUTION DES TIC ET DES TECHNOLOGIES ÉMERGENTES

⁴¹ https://cipesa.org/wp-content/files/reports/State_of_Internet_Freedom_in_Africa_2022.pdf (consulté le 29 décembre 2022).

⁴² <https://freedomhouse.org/country/uganda/freedom-net/2022> (consulté le 10 décembre 2022).

⁴³ https://cipesa.org/wp-content/files/reports/State_of_Internet_Freedom_in_Africa_2022.pdf (consulté le 29 décembre 2022).

⁴⁴ <https://freedomhouse.org/country/uganda/freedom-net/2022> (consulté le 10 décembre 2022).

⁴⁵ <https://www.ucc.co.ug/reports-and-publications/> (consulté le 30 décembre 2022).

⁴⁶ Commission des communications de l'Ouganda, «RCDF Operational Guidelines 2017/18-2021/22 (RCDF III)» <https://www.ucc.co.ug/wp-content/uploads/2017/09/RCDF-Operational-Guidelines.pdf> (consulté le 19 décembre 2022).

⁴⁷ <https://www.ucc.co.ug/wp-content/uploads/2017/09/RCDF-Operational-Guidelines.pdf> (consulté le 19 décembre 2022).

⁴⁸ <https://www.ucc.co.ug/files/downloads/10%20YEARS%20OF%20RCDF.pdf> (consulté le 4 février 2022).

⁴⁹ GSMA « Sub-Saharan Africa - Universal Service Fund study » (septembre 2014) https://www.gsma.com/publicpolicy/wp-content/uploads/2016/09/GSMA2014_Report_SubSaharanAfricaUniversalServiceFundStudy.pdf (consulté le 26 décembre 2022).

⁵⁰ Rapports et publications <https://www.ucc.co.ug/reports-and-publications/> (consulté le 05 février 2023).

⁵¹ https://www.gsma.com/publicpolicy/wp-content/uploads/2016/09/GSMA2014_Report_SubSaharanAfricaUniversalServiceFundStudy.pdf (consulté le 26 décembre 2022).

⁵² <https://www.ucc.co.ug/wp-content/uploads/2017/09/RCDF-Operational-Guidelines.pdf> (consulté le 19 décembre 2022).

⁵³ Fonds pour l'accès et les services universels 2019 <https://www.ucc.co.ug/wp-content/uploads/2021/10/Universal-Services-and-Access-Fund-2019.pdf> (consulté le 29 décembre 2022).

STRATÉGIES D'IA

L'évolution rapide des TIC a conduit à une augmentation du développement de technologies nouvelles ou émergentes qui peuvent conduire à un niveau accru de contrôle à distance par le biais de mises à jour de logiciels, y compris la collecte de données sur les utilisateurs à leur insu, ce qui peut entraîner des problèmes de sécurité et de confidentialité.⁵⁴



Les stratégies nationales en matière d'IA sont très importantes pour atteindre les objectifs de développement durable. Cependant, il est important de comprendre comment les sociétés sont transformées par les technologies perturbatrices. La logique des modèles économiques des médias

sociaux et des systèmes de classement de l'IA a eu un impact néfaste sur les médias d'information, affaiblissant davantage la liberté de la presse et les droits à la liberté d'expression et à l'accès à l'information.⁵⁵

L'Ouganda a mis en place un groupe de travail national chargé de conseiller le gouvernement sur l'adaptation des avancées technologiques de la quatrième révolution industrielle afin d'accélérer le développement économique du pays.⁵⁶ En outre, l'Ouganda s'est également associé au géant chinois de la technologie, Huawei, pour lancer un système de surveillance par reconnaissance faciale qui utilise l'IA pour identifier et enregistrer l'identité des personnes qui se promènent dans les espaces publics afin de lutter contre la criminalité.⁵⁷

En 2018, l'Ouganda a créé le groupe de travail national d'experts sur la quatrième révolution industrielle, qui a également intégré les conclusions de l'évaluation des opportunités et de l'état de préparation, de l'évaluation par les pairs du pays et d'un vaste processus de consultation des parties prenantes locales pour refléter les objectifs de développement du pays. La stratégie nationale 4IR de l'Ouganda identifie des domaines d'opportunités clés où la technologie 4IR peut contribuer à des gains concrets dans les objectifs de développement de l'Ouganda.⁵⁸

Pour concrétiser la vision 4IR d'ici 2040, il faudrait que les stratégies soutiennent la création de richesses et l'émergence d'industries compétitives au niveau mondial.⁵⁹ Cependant, les politiques de développement du pays, notamment la Vision 2040, le troisième plan de développement national (NDPIII) et la Vision de l'Ouganda numérique, définissent une vision claire pour l'avenir.⁶⁰ Le cadre éthique de l'IA devrait surtout se concentrer sur le rythme de l'innovation technologique sur la fracture numérique; les risques de créer de nouvelles formes d'exclusion; les préjugés intégrés dans les algorithmes, y compris les préjugés sexistes; la protection de la vie privée et des données personnelles; la perturbation des modèles de gouvernance; les questions de juste répartition

⁵⁴ <https://www.ucc.co.ug/wp-content/uploads/2017/09/RCDF-Operational-Guidelines.pdf> (consulté le 19 décembre 2022).

⁵⁵ Resource Guide on AI Strategies (juin 2021) https://sdgs.un.org/sites/default/files/2021-06/Resource%20Guide%20on%20AI%20Strategies_June%202021.pdf (consulté le 29 décembre 2022).

⁵⁶ Gouvernement de l'Ouganda - Système de reconnaissance faciale Huawei (24 octobre 2022) <https://oecd.ai/en/dashboards/policy-initiatives/http:%2F%2Faipo.oecd.org%2F2021-data-policyInitiatives-27386> (consulté le 24 décembre 2022).

⁵⁷ <https://oecd.ai/en/dashboards/policy-initiatives/http:%2F%2Faipo.oecd.org%2F2021-data-policyInitiatives-27386> (consulté le 24 décembre 2022).

⁵⁸ Stratégie nationale 4IR de l'Ouganda <https://ict.go.ug/wp-content/uploads/2020/10/Executive-Summary-Ugandas-National-4IR-Strategy.pdf> (consulté le 29 décembre 2022).

des avantages et des risques; les impacts sur l'emploi et l'avenir du travail; les droits de l'homme et la dignité; la transparence, l'obligation de rendre des comptes, la responsabilité; la sécurité et les risques découlant de la double utilisation de la technologie. Par exemple, l'utilisation de l'IA pour profiler les gens sur la base de leurs informations personnelles est une caractéristique centrale du capitalisme de surveillance, et pourtant le plus souvent masquée dans la clandestinité.⁶¹

INCLUSION DES TIC DANS LES PLANS D'ACTION OU LES STRATÉGIES NATIONALES

L'Ouganda a adopté son troisième plan d'action national (PAN) en 2021 pour la période 2021-2025.⁶² Cependant, le gouvernement a développé la stratégie de gouvernement numérique comme un projet de suivi sur le développement d'une architecture d'entreprise gouvernementale (GEA) et d'un cadre d'interopérabilité de l'e-gouvernement (eGIF) pour l'Ouganda.⁶³ La stratégie représente la vision du gouvernement de l'Ouganda et ses besoins de travailler pour les citoyens et les entreprises ougandaises au cours des cinq prochaines années.⁶⁴

⁵⁹ Stratégie nationale 4IR de l'Ouganda <https://ict.go.ug/wp-content/uploads/2020/10/Executive-Summary-Ugandas-National-4IR-Strategy.pdf> (consulté le 29 décembre 2022).

⁶⁰ Stratégie nationale 4IR de l'Ouganda <https://ict.go.ug/wp-content/uploads/2020/10/Executive-Summary-Ugandas-National-4IR-Strategy.pdf> (consulté le 29 décembre 2022).

⁶¹ Tara Davis & Murray Hunter «What Companies and Gouvernement Bodies Aren't Telling You About AI Profiling» (6 octobre 2022) <https://cipesa.org/2022/10/opinion-what-companies-and-Gouvernement-bodies-arent-telling-you-about-ai-profiling/> (consulté le 29 décembre 2022).

⁶² [http://1325naps.peacewomen.org/index.php/uganda/#:~:text=Uganda%20adopted%20its%20third%20National,National%20Action%20Plan%20\(NAP\)](http://1325naps.peacewomen.org/index.php/uganda/#:~:text=Uganda%20adopted%20its%20third%20National,National%20Action%20Plan%20(NAP)) (consulté le 30 décembre 2022).

⁶³ Digital Gouvernement Strategy <https://www.nita.go.ug/sites/default/files/2022-02/Digital%20Gouvernement%20Strategy%20-%20Draft.pdf> (consulté le 29 décembre 2022).

⁶⁴ <https://www.nita.go.ug/sites/default/files/2022-02/Digital%20Gouvernement%20Strategy%20-%20Draft.pdf> (consulté le 29 décembre 2022).

Conclusion et Recommandations

L'accès à l'internet est un droit humain fondamental. Le gouvernement ougandais continue d'étouffer la liberté de la presse, le droit à la liberté d'expression et l'accès à l'information en imposant des politiques gouvernementales défavorables, en menant régulièrement des attaques techniques, en arrêtant et en perquisitionnant les domiciles des journalistes, en surveillant, en torturant et en détenant les critiques et les leaders de l'opposition. Bien qu'aucune perturbation de la connectivité n'ait été signalée, la liberté d'expression continue d'être violée de diverses manières.

| GOUVERNEMENT | SECTEUR PRIVÉ | SOCIÉTÉ CIVILE |
|---|---|--|
| <p>Gouvernement</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Il est nécessaire de réformer le Fonds pour le service universel et d'en faire une entité distincte et indépendante, libre de toute interférence politique, afin d'atteindre son objectif de promotion de l'accessibilité et de l'inclusion en Ouganda. ● Renforcer la coordination institutionnelle entre les entités du secteur public concernées afin de répondre à la demande et à l'offre de droits numériques en Ouganda. ● Le gouvernement doit mener une étude sur l'IA et évaluer comment le domaine de l'IA a évolué et ses implications pour l'avenir afin de garantir une approche de l'utilisation de l'IA en Ouganda basée sur les droits de l'homme. ● Le gouvernement devrait élaborer une stratégie nationale en matière d'intelligence artificielle afin de garantir la protection des droits de l'homme lors du déploiement de la technologie au niveau local. ● Il est nécessaire de | <p>Le secteur privé</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Exploiter la technologie pour l'innovation, la production économique et la prestation de services. ● La nécessité d'encourager la publication de rapports de transparence par les secteurs des télécommunications pour que le public puisse discerner à quelles informations privées le gouvernement a eu accès. ● Il est nécessaire que les responsables du traitement des données se conforment à la section 29 de la loi de | <p>des questions liées aux droits numériques afin de promouvoir des délibérations plus significatives sur les résolutions liées aux droits numériques.</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Plaider en faveur d'un internet inclusif, libre, ouvert, sûr et sécurisé (F.O.S.S.) pour tous et renforcer la capacité des communautés de base à lutter contre l'exclusion numérique et à plaider en faveur d'un internet libre et ouvert. ● Participation active à tous les processus d'examen du gouvernement ougandais par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies et la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, afin de s'assurer que le gouvernement rende compte honnêtement de ses performances et de demander la protection de la liberté d'expression, de l'accès à l'information, de la protection des données et de la vie privée, garanties par les instruments internationaux et régionaux auxquels l'Ouganda est partie. ● Continuer à plaider pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques en matière de TIC qui favorisent la liberté d'expression. |

| GOUVERNEMENT | SECTEUR PRIVÉ | SOCIÉTÉ CIVILE |
|--|---|----------------|
| <p>garantir l'inclusion, la sécurité, la confidentialité et la propriété des données dans les systèmes d'identité numérique, et de soutenir l'interopérabilité et la neutralité des systèmes d'identité numérique dans le cadre de son programme de transformation.</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Campagnes d'engagement public ou de sensibilisation aux droits numériques et à l'inclusion en Ouganda. ● L'UCC devrait collaborer avec la société civile dans les efforts visant à promouvoir la culture numérique et l'innovation. ● Adopter une approche multipartite qui encourage la compréhension de la gouvernance de l'internet au niveau local, notamment par les principaux décideurs politiques. ● Réduction de la taxe prélevée sur les appareils et la connectivité Internet afin de rendre les appareils et les forfaits de données Internet plus abordables. Société civile ● Créer un guide de référence national sur les stratégies en matière de droits numériques en Ouganda pour discuter | <p>2019 sur la protection des données et de la vie privée en s'enregistrant auprès du Bureau de la protection des données personnelles.</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Effectuer un examen des pratiques internes pour garantir le respect des lois relatives aux TIC et à l'internet et produire un rapport d'analyse annuel sur l'état ou l'impact des opérations du secteur privé sur les droits numériques en Ouganda. | |



www.paradigmhqhq.org

Droits d'auteur © 2023